

Discours intégral d'Abbas devant la 73e Assemblée générale de l'ONU

Transcription du discours du Président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas à l'Assemblée générale des Nations Unies à New York le 27 septembre 2018.

Vous trouverez un résumé du discours sur le site : <https://www.un.org/press/fr/2018/ag12068.doc.htm>

Jérusalem n'est pas à vendre et les droits du peuple palestinien ne sont pas à négocier.

Au nom de Dieu, le plus miséricordieux et bienfaisant,

Son Excellence Mme Maria Fernanda Espinosa, Présidente de l'Assemblée générale des Nations Unies, Son Excellence M. Antonio Guterres, Secrétaire général des Nations Unies, Distingués Mesdames et Messieurs,

Nous resterons croyants en la paix. Nous maintiendrons la paix et nous parviendrons à notre État indépendant par la paix parce que Dieu est avec nous, notre cause est juste, notre peuple a fait beaucoup de sacrifices et vous êtes tous des partisans de la paix.

A la même époque, l'année dernière, je me suis présenté devant vous pour demander la liberté, l'indépendance et la justice pour mon peuple opprimé, qui souffre sous occupation israélienne depuis plus de cinquante et un ans.

Je reviens devant vous aujourd'hui alors que cette occupation coloniale continue de nous étouffer et de saper nos efforts sérieux pour édifier les institutions de l'État qui nous est cher, ce que cette vénérable Assemblée générale a reconnu en 2012.

Cette année, le Conseil national palestinien, le Parlement de l'État de Palestine, a convoqué et renouvelé la légitimité de nos institutions nationales par l'élection d'une nouvelle direction pour l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), le seul représentant légitime du peuple palestinien.

Ce Parlement a pris d'importantes décisions qui m'obligent à revoir les accords politiques, économiques et de sécurité conclus avec le gouvernement israélien, ainsi que l'avenir de l'Autorité nationale palestinienne, qui est devenu sans pouvoir.

Le Parlement m'a également chargé de suspendre la reconnaissance palestinienne d'Israël jusqu'à ce qu'Israël reconnaisse l'État de Palestine aux frontières du 4 juin 1967, et m'a également chargé de saisir les tribunaux internationaux, notamment la Cour pénale internationale, pour qu'ils mènent des investigations concernant des violations des traités par Israël et les agressions et actes de terrorisme des forces israéliennes d'occupation et des colons contre notre population, notre territoire et nos lieux saints.

Nous constatons, comme vous le constatez, que les colons israéliens et même l'armée israélienne bafouent quotidiennement la sainteté de lieux saints comme la mosquée al-Aqsa ou l'église du Saint Sépulcre.

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs,

En juillet dernier, Israël a adopté une loi raciste qui a franchi toutes les lignes rouges et l'a appelée la « loi de l'État-nation du peuple juif ». Cette loi nie le lien entre le peuple palestinien et sa patrie historique et rejette son droit à l'autodétermination, son histoire et son

patrimoine, ainsi que les résolutions des Nations Unies relatives à la question palestinienne et les accords conclus avec Israël. Cette loi conduira inévitablement à la création d'un État raciste, un État d'apartheid, et annihile la solution à deux États.

Israël pratique le racisme, mais il en a consacré la pratique par cette loi.

Cette loi est discriminatoire à l'égard des citoyens arabes en Israël, en accordant le droit à l'autodétermination exclusivement aux Juifs d'Israël et en légiférant contre ces citoyens arabes, qui constituent 20 % de la population d'Israël, en plus des autres non-juifs qui ont immigré en Israël. Cette loi les prive de leurs droits en tant que citoyens.

Au moins 5 % des citoyens israéliens ont immigré de l'ex-Union soviétique. Ce ne sont pas des juifs, ce sont des musulmans et des chrétiens.

Cette loi constitue une violation flagrante et un danger réel, à la fois politique et juridique, et nous rappelle l'État d'apartheid qui existait en Afrique du Sud. C'est pourquoi nous la rejetons et la condamnons avec la plus grande fermeté. Nous appelons en outre la communauté internationale et cette vénérable Assemblée à agir pour la rejeter et la condamner en tant que loi raciste et illégale et à la considérer comme nulle et non avenue, tout comme les Nations Unies ont condamné l'apartheid en Afrique du Sud dans plusieurs résolutions par le passé, en tenant compte également du fait que des milliers de Juifs et de citoyens israéliens ont rejeté et protesté contre cette loi et que 56 membres de la Knesset sur 120 ont voté contre cette loi parce qu'ils la considèrent comme une loi de discrimination raciste. Je demande donc aux Nations Unies de faire comme une partie des résidents d'Israël qui rejettent cette loi.

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs,

Cette loi raciste parle de ce qu'on appelle la « terre d'Israël ». Pouvez-vous demander au gouvernement israélien ce qui constitue exactement la « terre d'Israël », quelles sont les « frontières » de l'État d'Israël ? Je défie quiconque de nous dire ce qu'il en est. Où sont-elles ? Où sont les frontières de l'État d'Israël ?

Cette loi raciste constitue un autre stigmatisme pour Israël et pour quiconque y consent. Cette loi est comme toutes les autres lois israéliennes qui ont légiféré sur le vol et la confiscation des terres, des biens et des fonds du peuple palestinien.

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs,

Nous avons pris une part positive aux diverses initiatives de la communauté internationale visant à parvenir à une solution pacifique entre nous et les Israéliens, notamment l'Initiative de paix arabe, que le Conseil de sécurité a reconnue dans sa résolution 1515 (2003). Nous avons poursuivi sur cette voie avec l'administration du Président Trump depuis le début de son mandat, avec le même engagement positif, et je l'ai rencontré à plusieurs reprises dans le cadre de sommets.

Nous avons attendu son initiative de paix avec la plus grande patience, mais nous avons été choqués par les décisions et les actions qu'il a prises et qui contredisent totalement le rôle et l'engagement des États-Unis dans le processus de paix.

En novembre 2017, son administration a décidé de fermer le bureau de l'OLP à Washington, DC. Il a ensuite annoncé qu'il reconnaissait Jérusalem comme capitale d'Israël et a transféré l'ambassade de son pays de Tel Aviv à Jérusalem, et se vante d'avoir retiré de la table des négociations les questions relatives à Jérusalem, aux réfugiés, aux colonies et à la sécurité.

Toutes ces décisions menacent la cause nationale palestinienne et constituent une attaque contre le droit international et les résolutions pertinentes des Nations Unies. L'administration américaine est allée encore plus loin en coupant l'aide à l'Autorité nationale palestinienne, à l'UNRWA et aux hôpitaux palestiniens de Jérusalem-Est occupée.

Avec toutes ces décisions, cette administration a renié tous les engagements antérieurs des États-Unis, a sapé la solution à deux États et a révélé sa fausse préoccupation quant à la situation humanitaire du peuple palestinien. Il est ironique que l'administration américaine parle encore de ce qu'elle appelle le « deal du siècle ». Mais que reste-t-il à cette administration à donner au peuple palestinien ? Des solutions humanitaires ?

Lorsque Jérusalem, les réfugiés, la sécurité et d'autres questions sont retirés de la table, que reste-t-il qui puisse nous être fourni dans le cadre d'une solution politique pour le Proche-Orient ?

Et le Congrès américain continue d'insister pour considérer l'Organisation de libération de la Palestine – qui est reconnue comme le seul représentant légitime du peuple palestinien par l'écrasante majorité des pays du monde, y compris Israël – comme une organisation terroriste, à un moment où l'État de Palestine coopère avec la majorité des pays du monde, dont les États-Unis, pour combattre le terrorisme.

Pourquoi toute cette hostilité contre le peuple palestinien qui souffre sous une occupation soutenue par les États-Unis d'Amérique ? Nous leur disons que nos positions sont claires. Nous vous mettons au défi si nous avons commis une seule erreur au cours de notre long chemin. Cependant, le Congrès vient soudainement de dire que l'OLP est une organisation terroriste. Comment cela se fait-il ? Je ne sais pas, mais il nous faut prêter attention.

Pendant des années, nous avons affirmé que nous étions prêts à demander à l'administration américaine de créer une commission palestino-américaine chargée d'examiner le statut politique et juridique de l'OLP, afin de leur prouver que l'OLP est déterminée à instaurer la paix et à combattre le terrorisme, ainsi que de démontrer que la position du Congrès concernant l'OLP est arbitraire, illégale et injustifiée. De plus, elle ignore volontairement l'accord officiel avec le Gouvernement américain pour combattre le terrorisme, accord qui est également conclu avec 83 autres pays.

Je veux dire que nous avons des protocoles avec 83 pays sous le titre de lutte contre le terrorisme, y compris les États-Unis. Mais malgré cela, le Congrès nous traite de terroristes.

Malgré tout cela, et à partir de cette tribune respectable, je renouvelle mon appel au Président Trump pour qu'il annule ses décisions et ses décrets concernant Jérusalem, les réfugiés et les colonies, qui sont contraires au droit international et aux résolutions des Nations Unies, ainsi que les accords entre nous, afin de sauver les perspectives de paix et d'assurer stabilité et sécurité aux générations futures dans notre région.

(Tenant une feuille de papier) Ceci fait partie de cet accord – une lettre signée par l'administration américaine. Entre nous et eux, il y a un certain nombre de sujets. Aujourd'hui, ils les ont tous ignorés.

Mesdames et Messieurs,

Conformément à notre engagement en faveur de la paix et de la solution à deux États et à la voie des négociations pour y parvenir, voie que nous n'avons jamais refusée [...] Je mets quiconque au défi [de faire la preuve] d'avoir refusé de nous asseoir à la table des négociations. Bien au contraire, nous avons été sollicités plus d'une fois, par plus d'un pays

ici présent – ils nous ont dit de nous asseoir ensemble, vous tous et Netanyahu. Nous étions toujours d'accord. Je vous mets au défi de dire si nous avons refusé une seule fois ou s'il a accepté une fois.

Conformément à notre engagement en faveur de la paix et de la solution à deux États et à la voie des négociations pour y parvenir, voie que nous n'avons jamais refusée, en vue de sauver le processus de paix, je me suis présenté devant le Conseil de sécurité le 20 février de cette année et ai présenté une initiative demandant la tenue d'une conférence internationale sur la paix fondée sur les résolutions pertinentes des Nations Unies et les mandats et paramètres approuvés au plan international.

Une telle conférence devrait impliquer une large participation internationale qui inclurait des parties prenantes régionales et internationales, sous la direction des membres permanents du Conseil de sécurité et du Quartet. Nous vous communiquerons cette initiative dans son intégralité et espérons que vous la soutiendrez.

Ici, je dois réitérer que nous ne sommes pas contre les négociations et que nous n'avons jamais refusé les négociations, et que nous continuons à tendre la main pour la paix.

Nous sommes convaincus que la paix est le seul moyen d'arriver à nos fins. Nous ne croyons pas à la violence et au terrorisme. Nous l'avons dit à maintes reprises. Qu'est-ce qu'on attend de nous ? Des négociations fondées sur la légitimité internationale ? Si la légitimité internationale de 1947 à ce jour n'est pas respectée et qu'on parle de solutions – de quelles solutions s'agit-il ?

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs,

La paix dans notre région ne peut se réaliser sans un État palestinien indépendant, avec Jérusalem-Est comme capitale et tous ses lieux saints. Il y a beaucoup de gens qui essaient de nous tromper. Ils nous disent, votre capitale est Jérusalem-Est – faux, ce sont des mensonges – ils veulent dire Abu Dis, ici ou là et dans les environs de Jérusalem. Notre capitale est Jérusalem-Est et non à Jérusalem. Personne ne nous trompera. Abu Dis et je ne sais pas où – disent-ils. Non. Jérusalem-Est qui a été occupée en 1967 est notre capitale.

Il n'y aura pas de paix autrement. Il n'y aura pas de paix avec un État aux frontières temporaires. Ils ont inventé l'État avec des frontières temporaires il y a plus de dix ans – ce qui signifie que nous aurons un État mais avec des frontières inconnues, comme Israël qui n'a pas de frontières connues. Et après, on en reparlera. Non. Un État avec des frontières et des droits reconnus et nous vivrons en paix aux côtés des Israéliens. Sans cela, non. Cent trente-huit pays, dont un autre pays, la Colombie, nous ont reconnus. Aujourd'hui, ce nombre est passé à 139 pays. Nous demandons à ces États. (Pointant vers le texte du discours) Je vais terminer mon discours ici.

J'appelle donc tous les pays du monde qui n'ont pas encore reconnu l'État de Palestine à accélérer cette reconnaissance tant attendue. Je ne vois plus de raison convaincante pour que certains pays continuent de retarder la reconnaissance de l'État de Palestine.

Dans ce contexte, je tiens à attirer votre attention sur le fait qu'en 2019, l'État de Palestine présidera le Groupe des 77. D'ailleurs, il y a dix minutes, nous nous sommes rencontrés dans l'autre salle de l'ONU et le président al-Sissi (d'Égypte) a annoncé que nous avons été élus par 134 pays pour diriger le groupe des 77.

Malgré cela, il y a des pays qui disent reconnaître les deux États, qui reconnaissent Israël, mais qui ne nous reconnaissent pas. Pourquoi ? Où est le problème ? Tant que vous

reconnaissez l'État d'Israël et les deux États, pourquoi ne me reconnaissez-vous pas ? Vous faites plaisir à quelqu'un ? Vous êtes de mèche avec quelqu'un ? Non. Nous n'acceptons pas cette logique. Nous disons à ces pays : Oui, vous devez nous reconnaître. Cela ne signifie pas que nous n'irons pas aux négociations, mais cela renforce plutôt la position politique internationale qui nous permet d'aller aux négociations avec votre soutien. Cette reconnaissance ne devrait pas être unilatérale parce que vous reconnaissez les deux États simultanément et appelez à des négociations. Où est le problème ?

Mesdames et Messieurs,

Je dois vous rappeler une fois de plus qu'Israël, puissance occupante, n'a appliqué aucune des centaines de résolutions adoptées par le Conseil de sécurité. Il y a 705 résolutions de l'Assemblée générale de 1947 à aujourd'hui et 86 résolutions du Conseil de sécurité de 1947 à aujourd'hui et aucune résolution n'a été appliquée. Israël n'a pas mis en œuvre une seule résolution. Et malheureusement, je dis en toute honnêteté qu'Israël l'a fait avec l'appui des États-Unis. Combien de temps Israël va-t-il rester en dehors de l'État de droit, à se moquer et à faire ce qu'il veut ?

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Représentants, réunis ici en cette Assemblée générale,

Nous résistons à cette occupation coloniale et à l'occupation israélienne par les moyens légitimes créés par cette organisation internationale. Une résistance pacifique et populaire. C'est interdit ? Nous n'utiliserons aucun autre moyen. Les colons frappent le peuple palestinien avec des armes et entrent dans les villes et les villages avec des armes.

Nous rejetterons et nous rejetons le recours à la force et à la violence. Nous rejetterons tous les types d'armes. Nous n'accepterons l'utilisation d'armes nulle part ailleurs. Nous espérons que le monde se débarrassera des armes nucléaires et traditionnelles.

Aujourd'hui, il y a un problème avec Khan al-Ahmar. Israël insiste pour détruire ce village. Ce sont des gens qui sont là depuis plus de 50 ans. Si le village est détruit, l'unité de la Cisjordanie sera détruite, divisée entre le nord et le sud. Bien sûr, c'est ce qu'Israël veut. Êtes-vous d'accord avec cela ? C'est ce qu'il veut.

Ainsi que les prochaines attaques contre la mosquée Al-Aqsa. Vous souvenez-vous des agressions passées contre Al-Aqsa, qui ont été arrêtées par la résistance populaire et pacifique ? A présent, ils viennent nous voir et nous disent que la Cour suprême israélienne va rendre une décision pour diviser Al-Aqsa en termes d'espace et de temps. Bien sûr, nous n'accepterons pas cela.

De nombreuses personnes nobles, dignes et pacifiques ne l'accepteront pas non plus. Israël en subira les conséquences. Cette brutalité doit cesser. Il n'est pas acceptable qu'il y ait chaque jour une nouvelle décision.

Vous nous avez présenté une résolution sur la protection internationale parce que chaque jour, il y a des agressions et que nous n'avons pas la capacité de protéger notre peuple et nous-mêmes. Vous avez adopté une résolution pour protéger le peuple palestinien. Comment ? Qui met en œuvre cette résolution ? Honnêtement, il ne suffit pas non plus que l'Assemblée générale adopte une résolution et qu'elle ne soit ensuite pas appliquée, comme toutes les autres résolutions. L'Assemblée générale doit respecter ses décisions. Je vous demande de nous montrer la voie à suivre pour mettre en œuvre cette résolution. Vous devez le faire. C'est votre responsabilité.

Tout en nous félicitant de tout l'appui économique et humanitaire apporté à notre peuple en Cisjordanie et dans la bande de Gaza au travers des institutions palestiniennes légitimes, nous refusons que cet appui soit considéré comme un remplacement à une solution politique.

Notre problème comporte de nombreux éléments humanitaires, mais sans solution politique, nous ne voulons pas de l'humanitaire. Personne ne peut profiter de nous et nous dire qu'ils nous aident. Nous voulons le droit à l'autodétermination. Ni plus ni moins. Il n'y a pas de peuple qui n'ait pas le droit à l'autodétermination. Les petits et les grands peuples méritent le droit à l'autodétermination, même s'il s'agit d'une seule personne. Pourquoi ne pouvons-nous pas avoir ce droit ? Nous sommes 13 millions de personnes dans le monde. Pourquoi ne nous donne-t-on pas le droit à l'autodétermination ? Ce n'est contre personne. Construisons notre État indépendant et vivons côte à côte avec Israël. Qu'y a-t-il de mal à cela ? Où est l'erreur là-dedans ? Où est le crime là-dedans ?

Nous continuons à déployer des efforts sincères et sérieux pour mettre fin à la division et parvenir à la réconciliation. Malgré les nombreux obstacles à la réalisation de ces objectifs, nous continuons à assumer nos responsabilités envers notre peuple.

Nous exprimons notre gratitude à nos frères arabes, en particulier à la République arabe fraternelle d'Égypte, pour les efforts entrepris pour mettre fin à cette division, en espérant qu'ils y parviendront.

Sous le patronage de l'Égypte, nous avons conclu une entente le 12 octobre 2017. L'accord est simple : Le gouvernement palestinien assume ses responsabilités à Gaza comme en Cisjordanie. Ensuite, nous construisons notre État sur la base d'une loi, d'une autorité, d'un régime et d'un armement légitime. Nous n'acceptons pas un État fait de milices. Ils (le Hamas) n'ont pas accepté de le mettre en œuvre. Jusqu'à présent, nous n'avons pas encore reçu leur approbation à cet égard.

Dans les prochains jours, le dernier cycle de dialogue aura lieu. Après cela, nous passerons à autre chose. Nous ne sommes pas un peuple supplémentaire sur la terre. Tous les petits et les grands peuples obtiennent leurs droits.

Je voudrais dire ce qui suit : Le peuple palestinien, qui compte au total 13 millions de personnes – certains ne nous considèrent pas comme des personnes. Pourquoi sommes-nous devenus un peuple superflu dont il faut se débarrasser ? Nous n'accepterons pas cela. Nous ne le tolérerons pas du tout. Et malgré cela, nous sommes patients et inébranlables et nous croyons en la paix et aux voies pacifiques. Mais regardez-nous comme si nous étions des êtres humains et non un peuple superflu.

Il existe également des accords avec l'administration américaine, mais pourquoi ont-ils renié tous ces accords ? S'ils ne cessent pas d'y renoncer, nous ne resterons pas liés aux parties qui nous concernent. S'ils ne les respectent pas, nous ne les respecterons pas. Un accord entre les deux parties devrait être respecté par les deux parties. Je le respecte de A à Z. S'il ne le respecte pas, je ne le respecterai pas ou ne m'y engagerai pas.

J'ajoute également que les États-Unis d'Amérique sont considérés comme un médiateur. Mais aujourd'hui, nous estimons que les États-Unis n'ont pas le droit d'être les seuls à jouer un rôle de médiateur. Nous avons le Quartet. Ajoutez à cela n'importe quel pays d'Europe, d'Afrique, d'Asie, d'Amérique ou du monde arabe, s'ils le souhaitent. Bienvenue. Quant à l'Amérique seule. Nous ne tolérerons plus la médiation parce qu'elle est de parti pris en faveur d'Israël.

Nous avons également conclu des accords avec Israël, qui les a tous abrogés. Nous demandons à Israël de cesser d'abroger ces accords ou bien nous ne les respecterons pas du tout.

Il y a aussi un accord entre le Hamas et nous. Nous l'avons respecté et nos frères égyptiens le savent, mais ils ne l'ont pas respecté. Par conséquent, à partir de maintenant, nous n'assumerons plus aucune de nos responsabilités. Je vous demande de comprendre ce que je dis. Nous n'assumerons aucune de nos responsabilités s'ils persistent à refuser les accords.

Malgré tout, nous ne nous tournerons pas vers la violence ou le terrorisme et nous continuerons à lutter contre la violence et le terrorisme partout dans le monde. Nous n'accepterons aucune agression contre un État qui nous reconnaît ou non ou qui nous aime ou non. Nous n'accepterons pas qu'il soit attaqué par le terrorisme international.

Un point très important. L'administration américaine a dit que le nombre de réfugiés n'est que de 40 000. O frère, comment as-tu calculé ces 40 000 ? Demandez à l'UNRWA. Bien sûr, ils ne veulent plus de l'UNRWA. Ils veulent s'en débarrasser pour que les problèmes des réfugiés prennent fin à jamais. L'agence a été créée en 1949 pour aider les réfugiés jusqu'à la résolution de leur problème. Jusqu'à présent, leur problème n'a pas pris fin. Sur les 13 millions d'habitants de notre pays, 6 millions sont des réfugiés. Pas 40 000 comme le dit l'administration américaine. Ils éliminent également les faits. Ils calculent et décident de supprimer l'agence et le monde entier l'écouterait. Non. Ça n'arrivera pas.

Enfin, j'appelle mon peuple à rester ferme et patient et à continuer à faire des sacrifices pour parvenir à l'indépendance, à l'autodétermination et à un État palestinien ayant Jérusalem-Est pour capitale.

Je rends hommage à nos honorables martyrs et à nos courageux prisonniers. Israël les considère comme des criminels. Pourquoi ? Des milliers de personnes ont attaqué les gens ? Ce sont des héros. Pourquoi le tueur de Rabin est-il considéré comme un héros et nous, notre organisation, comme des criminels ? Je salue nos martyrs héroïques et nos prisonniers héroïques.

Je dis à tous que bientôt l'aube de la liberté et de l'indépendance brillera et que l'occupation sombrera dans les ténèbres de l'histoire.